

Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste

L'intégration des organisations syndicales au pouvoir de l'État

Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'État.

Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à s'intégrer à l'État n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central.

Les cliques capitalistes, à la tête de trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc., contrôlent la vie économique au même niveau que le pouvoir d'État et, à chaque instant, elles ont recours à la collaboration de ce dernier. À leur tour les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'État. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes - c'est à dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée- la nécessité de s'adapter à l'État capitaliste et de tenter de coopérer avec lui.

Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à " libérer " l'État de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant à lui. Cette attitude est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste.

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'État - démocratique - combien ils sont dignes de confiance et indispensables en temps de paix, et plus spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organismes d'État, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes au capitalisme.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capitalisme indigène, mais sous celle de l'impérialisme étranger. Cependant, ceci n'écarte pas, mais renforce au contraire, le besoin des liens directs, journaliers et pratiques, entre les magnats du capitalisme et les gouvernements coloniaux et semi-coloniaux qui, en fait, dépendent d'eux.

Dans la mesure où le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie ouvrière, celle-ci sollicite le soutien de ces gouvernements comme protecteurs et tuteurs et parfois comme arbitres.

Cela constitue la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste et semi-bonapartiste des gouvernements dans les colonies, et en général dans les pays " arriérés ". Cela constitue également la base de la dépendance des syndicats réformistes vis-à-vis de l'État.

Au Mexique, les syndicats ont été transformés par la loi en institutions semi-étatiques et ont, par conséquent, acquis un caractère semi-totalitaire. L'étatisation des syndicats, suivant la conception des législateurs, fut introduite dans l'intérêt des travailleurs, dans le but de leur assurer une influence dans la vie gouvernementale ou économique. Mais dans la mesure où le capitalisme impérialiste étranger domine l'État national et où il lui est possible de renverser la démocratie instable et de la remplacer immédiatement par une dictature fasciste ouverte, dans cette mesure, la législation se rapportant aux syndicats peut facilement devenir une arme dans les mains de la dictature impérialiste.

Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats

De ce qui précède, il semblerait facile à première vue de conclure que les syndicats renoncent à être eux-mêmes à l'époque impérialiste, qu'ils ne laissent presque plus de place à la démocratie ouvrière qui, dans les bons vieux temps, quand le libre-échange dominait sur l'arène économique, constituait le contenu même de la vie intérieure des organisations ouvrières. On pourrait également estimer qu'en l'absence de démocratie ouvrière, il ne peut y avoir de lutte ouverte pour exercer une influence sur les membres des syndicats et que, de ce fait, l'arène principale du travail révolutionnaire au sein des syndicats disparaît. Une telle position serait fondamentalement fautive. Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité selon nos seuls désirs ou aversions. Il est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un État totalitaire et semi-totalitaire que dans une démocratie. Cette remarque s'applique également aux syndicats dont la destinée reflète l'évolution des États capitalistes. Mais nous ne pouvons pas renoncer à travailler avec les ouvriers en Allemagne simplement parce que le régime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile. Pour la même raison, nous ne pouvons pas renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire créées par le fascisme. À plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail systématique au sein des syndicats d'un régime totalitaire ou semi-totalitaire simplement parce qu'ils dépendent directement ou indirectement de l'État ouvrier ou parce que la bureaucratie prive les révolutionnaires de la possibilité de travailler librement dans ces syndicats. Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes qui ont été créées par le développement précédent, y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs.

Dans les pays fascistes et semi-fascistes, tout travail révolutionnaire ne peut être qu'illégal et clandestin. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays afin de mobiliser les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : **indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'État capitaliste.**

Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

Le second mot d'ordre est : **démocratie dans les syndicats.**

Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'État impérialiste ou colonial.

En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'État sur la vie des peuples et des classes.

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre démocratie bourgeoise.

Nécessité du travail dans les syndicats

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continuelle des syndicats et de leur intégration progressive à l'État impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimatiste à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

Dans les pays arriérés

Du fait que dans les pays arriérés le rôle principal n'est pas joué par le capitalisme national mais par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale occupe une situation sociale inférieure à ce qu'elle devrait être par rapport au développement de l'industrie.

Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaie de résister au capital étranger, est contraint de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat.

D'autre part, les gouvernements de ces pays qui considèrent comme inévitable et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire.

Ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement démocratique, la pression de l'impérialisme étranger et le développement relativement rapide du prolétariat ôtent toute base à un régime démocratique stable. Les gouvernements des pays arriérés, c'est-à-dire coloniaux et semi-coloniaux, prennent dans l'ensemble un caractère bonapartiste au semi-bonapartiste. Ils diffèrent les uns des autres en ce sens que les uns tentent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. Cela détermine également le sort des syndicats : ou bien ils sont placés sous la tutelle de l'État, ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Cette tutelle correspond aux deux tâches antagoniques auxquelles l'État doit faire face : soit se rapprocher de la classe ouvrière tout entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme, soit discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie.

Le capitalisme monopolisateur et les syndicats

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. Il exige de la bureaucratie réformatrice et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière. Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes.

Alors tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver plus longtemps de la destruction.

À un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme impérialiste ne peut plus tolérer une bureaucratie réformiste (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social réformisme doit être transformé en social impérialisme dans le but de prolonger son existence et rien de plus car, dans cette voie, il n'y a en général aucune issue.

Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste.

À l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne.

Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier Congrès de la IVème internationale est non seulement le programme d'activité du parti mais, dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux

Le développement des pays arriérés présente un caractère combiné. En d'autres termes, le dernier cri de la technologie, de l'économie, et de la politique impérialiste se combine dans ces pays à l'état arriéré et primitif traditionnel. Cette loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux ou semi-coloniaux, y compris celle du mouvement syndical. Le capitalisme opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes les plus perfectionnées de sa domination tyrannique.

En Angleterre

Dans tout le mouvement syndical mondial on a pu observer, durant la dernière période, un glissement à droite et la suppression de la démocratie intérieure. En Angleterre, le mouvement minoritaire dans les syndicats a été écrasé (non sans l'intervention de Moscou) ; les leaders syndicaux sont aujourd'hui, spécialement sur le terrain de la politique étrangère, des agents fidèles du parti conservateur.

En France

En France, il n'y avait pas de place pour une existence indépendante des syndicats staliniens. Ils s'unirent aux soi-disant anarcho-syndicalistes sous la direction de Jouhaux et, comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical, non vers la gauche, mais vers la droite.

La direction de la CGT est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impérialiste français.

Aux États-Unis

Aux États-Unis, le mouvement syndical est passé au cours de ces dernières années par une période très mouvementée. La montée du CIO met en évidence les tendances révolutionnaires qui se manifestent dans les masses travailleuses. Cependant, remarquable et significatif au plus haut degré est le fait que la nouvelle organisation syndicale de gauche, à peine fondée, tombait sous la coupe de l'État impérialiste. La lutte entre les dirigeants de l'ancienne fédération et ceux de la nouvelle se réduit

dans une large mesure à une lutte pour parvenir à la collaboration avec Roosevelt et son cabinet pour obtenir leur appui.

En Espagne

Non moins significatif, bien que dans un sens différent, est le développement ou la dégénérescence des syndicats espagnols

.Dans les syndicats socialistes, tous les éléments dirigeants qui dans une certaine mesure représentaient l'indépendance du mouvement syndical, furent mis à l'écart. Quant aux syndicats anarcho-syndicalistes, ils furent transformés en instruments de la bourgeoisie républicaine.

Leurs leaders devinrent des ministres conservateurs bourgeois. Le fait que cette transformation eut lieu pendant la guerre civile n'amoindrit pas sa signification. La guerre est une continuation de la politique. Elle en favorise les développements, met à nu leurs caractères fondamentaux, détruit tout ce qui est pourri, faux, équivoque, et maintient seulement ce qui est essentiel. Le glissement des syndicats vers la droite est dû à l'exacerbation des contradictions sociales et internationales. Les leaders du mouvement syndical sentaient, comprenaient, ou on leur avait fait comprendre, que ce n'était plus le moment de jouer à l'opposition. Chaque mouvement d'opposition au sein du mouvement syndical, et spécialement au sommet, menace de provoquer un formidable mouvement de masses et de créer ainsi des difficultés à l'impérialisme national. Cela motive le glissement des syndicats vers la droite et la suppression de la démocratie ouvrière dans les syndicats, l'évolution vers le régime totalitaire, caractéristique fondamentale de la période.

En Hollande

Nous devons également évoquer le cas de la Hollande où non seulement le mouvement syndical réformiste fut un appui pour l'impérialisme, mais où la soi-disant organisation anarcho-syndicaliste passa également sous le contrôle du gouvernement impérialiste. En dépit de ses sympathies platoniques pour la IVème Internationale, Sneevliet, le secrétaire de l'organisation, avait, comme député au parlement hollandais, pour premier objectif d'éviter que les foudres du gouvernement ne s'abattent sur son organisation syndicale.

Au Mexique

La nationalisation des chemins de fer et des champs de pétrole au Mexique n'a évidemment rien de commun avec le socialisme.

C'est une mesure de capitalisme d'État dans un pays arriéré qui cherche à se défendre de cette façon d'une part contre l'impérialisme étranger, et d'autre part contre son propre prolétariat. La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est indépendante des travailleurs, mais en retour complètement sous la dépendance de l'État bourgeois. Cette mesure de la part de la classe dirigeante vise à discipliner la classe ouvrière, et à la faire travailler davantage au service des " intérêts communs " de l'État qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. En réalité, toute la tâche de la bourgeoisie consiste à liquider les syndicats en tant qu'organes de la lutte des classes et à les remplacer par la bureaucratie syndicale comme organe de direction de l'État bourgeois sur les ouvriers. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste à conduire la lutte pour la complète indépendance des syndicats et pour l'introduction du contrôle ouvrier véritable sur la bureaucratie syndicale qui a été transformée en administration des chemins de fer, des entreprises de pétrole, etc.

L'anarchisme

Les événements de la dernière période qui a précédé la guerre ont révélé avec une clarté particulière que l'anarchisme qui, du point de vue théorique, n'est jamais qu'un libéralisme poussé à l'extrême, ne fut dans la pratique qu'un mouvement de propagande s'exerçant paisiblement dans le cadre de la république démocratique dont il cherchait la protection.

Si nous faisons abstraction des actes terroristes individuels, etc., l'anarchisme, comme mouvement de masse et d'action politique, n'a exercé qu'une activité propagandiste sous la protection pacifique de la légalité.

Dans les moments de crise, les anarchistes ont toujours fait le contraire de ce qu'ils avaient préconisé dans les périodes calmes.

Ce fait fut signalé par Marx en relation avec les événements de la Commune de Paris, et il se reproduisit à une beaucoup plus grande échelle dans l'expérience de la révolution espagnole.

Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement au sein d'une même organisation de masse, ne peuvent plus exister longtemps.

Tout comme il est impossible de revenir à l'État démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière. Le sort de l'un reflète le sort de l'autre. Il est un fait certain que l'indépendance des syndicats, dans un sens de classe, dans leur rapport avec l'État bourgeois, ne peut être assurée, dans les conditions actuelles, que par une direction complètement révolutionnaire qui est la direction de la IVème Internationale. Cette direction, naturellement, peut et doit être rationnelle et assurer aux syndicats le maximum de démocratie concevable dans les conditions concrètes actuelles. Mais sans la direction politique de la IVème Internationale, l'indépendance des syndicats est impossible.

L. Trotsky Août 1940

Le dernier article de Trotsky avant son assassinat par un agent de Staline.